

Bénin

Performances macroéconomiques

La croissance du PIB réel a été estimée à 6,0 % en 2018, contre 5,4 % en 2017, en raison des bonnes performances de l'agriculture, en particulier du coton (+5,6 %), du secteur industriel (+6,7 %), tiré par les usines d'égrainage (+18 %) et du secteur du bâtiment et travaux publics (+8,5 %). Le secteur des services a progressé de 7,5 % grâce au dynamisme des transports, des postes et des télécommunications (+10,6 %), des banques et autres institutions financières (+9,5 %), du commerce et des industries alimentaire et hôtelière (+6,9 %). Du côté de la demande, la croissance a été tirée principalement par la consommation finale (+3,6 %). Le déficit commercial s'est légèrement réduit, passant de 9,1 % du PIB en 2017 à 8,3 %.

Le déficit budgétaire (dons compris) a été ramené à 4,7 % du PIB en 2018, contre 5,9 % en 2017, grâce à la mobilisation des recettes (1,2 % du PIB) et à la réduction des dépenses courantes. La dette intérieure (60 % de la dette publique totale) représentait 30,9 % du PIB et le risque de surendettement est passé de faible à modéré. Le Bénin mène une politique monétaire commune mise en place par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest. Le taux d'inflation est passé de 0,1 % en 2017 à 1,6 % en 2018, selon les estimations.

Perspectives : facteurs positifs et négatifs

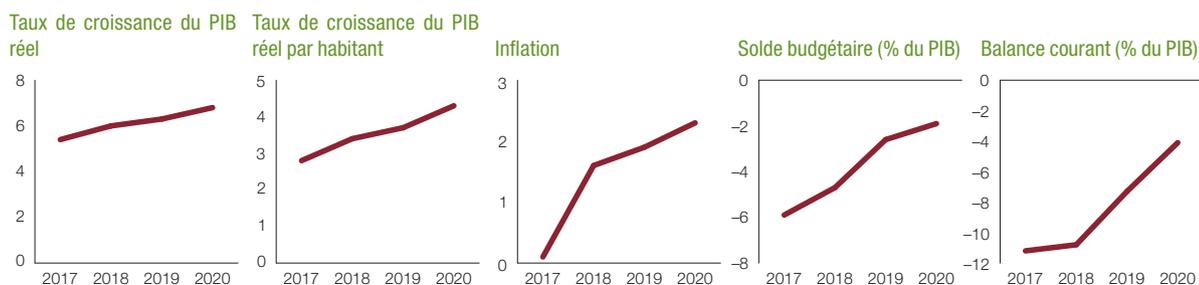
La croissance du PIB réel devrait être de 6,3 % en 2019 et de 6,8 % en 2020. La croissance du secteur de l'extraction de matières premières devrait atteindre 5,7 % en 2019, tirée principalement par le secteur du coton. La croissance industrielle devrait augmenter de 13,3 % en 2019, grâce aux secteurs du bâtiment et des travaux publics (croissance de 25 %) et de l'électricité et de l'eau, qui devraient croître de 8 % lorsque la centrale électrique Maria-Gléta de 120 MW entrera en production. Le déficit budgétaire devrait se stabiliser à 2,6 % du PIB en 2019 et à 1,9 % en 2020. La dette publique totale devrait tomber à 53,3 % du PIB en 2019 et 48,9 % en 2020.

Dans le cadre du Plan stratégique de développement du secteur agricole 2017-2025 et du Plan national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle 2017-2021, sept pôles de développement agricole ont été créés en 2017. La stratégie de promotion de plusieurs sous-secteurs – maïs, riz, coton, noix de cajou, manioc et ananas – se poursuit.

Les procédures de création d'entreprises se sont améliorées. Les réformes du secteur de l'électricité engagées en 2016 devraient améliorer la gouvernance et doubler la capacité installée à 500 MW d'ici 2021. Le taux brut de scolarisation a été estimé à 124,82 % en 2015, et la mise en œuvre de la Politique nationale de l'éducation 2018-2021 devrait améliorer le secteur. Des progrès sont visibles dans la lutte contre le VIH/sida avec une prévalence estimée à 1 %.

Le Bénin est membre de l'Union africaine, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Le pays est fortement intégré au marché régional : 70 % de ses exportations sont destinées à l'espace CEDEAO (principalement le Nigeria). Cependant, les opportunités commerciales régionales ont été réduites depuis 2015 en raison des réformes économiques au Nigeria qui ont supprimé les subventions du secteur pétrolier et gazier et interdit la réexportation de riz, de voitures et de vêtements usagés. Le port de Cotonou reste un couloir de transit pour les pays de l'hinterland comme le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Le Bénin est également intégré dans les marchés de capitaux régionaux et accueille des filiales de groupes bancaires régionaux. La libre circulation des personnes reste entravée par des obstacles non officiels aux frontières, qui augmentent les coûts de transaction. Les principaux défis pour le pays sont la diversification des exportations et la modernisation des services commerciaux et des services de commerce et de transport.

Les perspectives de croissance économique sont bonnes, mais restent vulnérables aux chocs extérieurs, en particulier les pluies, les prix mondiaux du coton et du pétrole, et l'évolution de la situation économique du Nigeria.



Source : Données des administrations nationales ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections de l'équipe des Perspectives économiques pour l'Afrique.